

ARRETE TEMPORAIRE N° PECV-AT-N°1-2024

**Portant réglementation sur les conditions de circulation, et de stationnement
Route de Castres du 15 au 29 juillet 2024**

Le Maire de Balma,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2211-1, L.2212-5 et L.2213-1 à L. 2213-6, L.2215-4 et L.2215-5 ;
Vu le Code de la Voirie Routière ;
Vu le Code de la Route ;
Vu le Code Pénal ;
Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
Vu le règlement général de voirie du 08 avril 1965, relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 1^{ère} à 8^{ème} partie),
Vu l'article 90 de la note N°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et impliquant le transfert du domaine public routier départemental de la Haute-Garonne à Toulouse Métropole le 1^{er} janvier 2017.
Vu l'arrêté en date du 16 février 2023 donnant la délégation à Monsieur Bernard Saurat, 2^{ème} adjoint au Maire, pour intervenir dans les domaines « Travaux, Cadre et Qualité de Vie ».
Vu l'avis favorable de Toulouse-Métropole (DAET-T24BAL05136) ;

Considérant la demande formulée par la société SETOM demeurant 118 chemin de Fenouillet 31200 TOULOUSE.

Considérant qu'en raison de travaux de création d'un branchement EP au N°97 route de Castres, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement pour la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie.

ARRETE**Article 1 :**

A compter du lundi 15 juillet au lundi 29 juillet 2024, 1 jour sur la période, seront réalisés des travaux de création d'un branchement EP par l'entreprise SETOM, au droit du N°97 de la route de Castres.

Le trottoir et une voie de circulation seront neutralisés durant les travaux.

Sur la zone de travaux :

- **Le stationnement de tout type de véhicule sera interdit sauf l'entreprise chargée des travaux.**
- **Le trottoir sera occupé sur la période des travaux, un cheminement provisoire des piétons sera mis en place.**
- **Une voie sera régulée avec un alternat par feux tricolores ou par signaux manuels. Les véhicules seront déviés par la voie de bus.**

Article 2 :

Les signalisations des restrictions seront conformes aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992.

La pose, le maintien ou le retrait de signalisation routière est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise en charge des travaux.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité du chantier.

Article 4 :

Toute infraction au présent arrêté sera constatée, poursuivie et réprimée conformément aux lois en vigueur.

Article 5 :

Sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté, le Maire de la Commune de Balma, Madame la Directrice Générale des Services.

Article 6 :

Un exemplaire du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie à Balma,
- Madame la Responsable de service de la Police Municipale,
- TISSEO,
- L'intéressé pour notification.

Fait à Balma le 1^{er} juillet 2024

L'adjoint au Maire
Délégué aux Travaux, au Cadre et à la Qualité de Vie


Bernard SAURAT



Délais et voies de recours : cette décision est susceptible de recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à partir de sa publicité et/ou notification à l'intéressé. Ce recours peut-être formé par voie postale ou dématérialisée sur le site :

<http://www.telerecours.fr>

Un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision peut également être formé. Cette demande prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.